

Retraite opinion des Français sur la réforme des paramètres

Sondage IFOP
Mis en ligne 21/03/2013

L'Ifop vient de réaliser pour Sud-Ouest dimanche un sondage auprès d'un millier de Français, pour connaître leur opinion sur une réforme d'un ou plusieurs paramètres principaux des retraites.

Recul de l'âge de départ, augmentation du nombre d'annuités, augmentation des cotisations, les réponses sont majoritairement défavorables aux trois questions. Mais avec des différences.

Le refus le plus net concerne un recul de l'âge de départ en retraite au-delà de 62 ans (60% contre) ; à comparer avec les 30 % d'accord en 2003 avant la réforme Fillon et les 43 % de mars 2010 avant la loi de réforme des retraites du 9 novembre 2010, pour un recul des 60 ans. Ce refus est renforcé parmi les salariés, encore plus pour ceux du secteur public. Il diffère également selon les sympathies politiques : 56 % à droite mais 29 % à gauche sont favorables. Et selon l'âge : si 58 % des 65 ans et plus sont favorables à ce recul d'âge – qui ne les toucherait pas -, les actifs ne l'acceptent qu'à 33-36 % selon les âges.

Un recul de l'âge de départ en retraite ?	Favorables (%)	Défavorables (%)
Mars 2013	40	60
Mai 2010	43	
Mars 2003	30	
Salariés du privé	34	66
Salariés du public	27	73
65 ans et plus	58	42
18 à 64 ans	33-36	64-67
Sympathisants de gauche	29	
Sympathisants de droite	56	

L'allongement du nombre d'années de cotisations au-delà de 42 années rencontre une opposition presque aussi forte (57 % des sondés). Cela représente malgré tout une nette augmentation du pourcentage favorable qui passe de 36 % en 2003 à 46 % en 2010 et 43 % en 2013. Les salariés y sont beaucoup plus hostiles que les entrepreneurs et les indépendants. On retrouve aussi de forts clivages selon la sympathie politique : 34 % pour à gauche, contre 58 % à droite. Et l'on retrouve un écart aussi grand entre actifs (37 à 40 % selon les âges) et retraités, favorables à 61 %.

Un allongement du nombre d'années ?	Favorables (%)	Défavorables (%)
Mars 2013	43	57
Mai 2010	46	
Mars 2003	36	
Salariés du privé	39	61
Salariés du public	34	66
65 ans et plus	61	39
18 à 64 ans	37-40	60-63
Sympathisants de gauche	34	
Sympathisants de droite	58	

Finalement, c'est l'augmentation des cotisations employeurs et salariés qui déplaît le moins, tout en restant quelque peu minoritaire : 48 % pour, 52 % contre. C'est aussi le paramètre pour lequel l'opinion a le plus évolué, les réponses positives étant passées de 25 % en mars 2003 et 28 % en mai 2010 à 48 % aujourd'hui. Les salariés sont peu éloignés de la moyenne. Les sympathisants de gauche y sont, comme attendu, plus favorables (52 %) que ceux de droite (47 %), mais l'écart reste limité. Et l'écart entre générations est moins net./

Une augmentation des cotisations ?	Favorables (%)	Défavorables (%)
Mars 2013	48	52
Mai 2010	28	
Mars 2003	25	
Salariés du privé	46	54
Salariés du public	49	51
65 ans et plus	52	48
18 à 64 ans	44-56	44-56
Sympathisants de gauche	52	
Sympathisants de droite	47	

On peut tirer de ce sondage quelques analyses :

- La réforme est plus facile à envisager quand on n'est plus concerné ;
- D'autant plus que le paramètre du niveau des pensions et de leur évolution ne faisait pas partie du sondage ;
- Visiblement, les Français en sont encore à assimiler la réforme de 2010 et ont du mal à envisager de nouvelles réformes : leurs réponses sont plus négatives que lors du débat précédent sur les retraites en mai 2010. Ils envisagent plus difficilement de nouveaux efforts immédiats qui reporteraient leur perspective de retraite, expliquant ainsi l'essor du paramètre d'augmentation des cotisations dans leurs réponses. Ils sont cependant lucides sur le besoin de réforme à long terme : lors d'un autre sondage, réalisé par CSA pour le Cercle des épargnants en janvier 2013, les Français répondaient à 60 % nécessaire le recul de l'âge de la retraite de 62 à 65 ans dans 10 ans, y compris 58 % des salariés ;
- Le contexte (crise économique, niveau des prélèvements) ne favorise pas la réforme qu'ils rejettent aujourd'hui le moins.

Pourtant, les Français sont inquiets pour l'avenir du système de retraite et, comme l'avait souligné fin octobre 2012 la 10ème édition de l'Observatoire français des retraites de l'Union Mutualiste Retraite, ils veulent une réforme en profondeur, qui conserve le système collectif et solidaire. On voit ainsi la nécessité du travail de pédagogie et de débat public pour passer des réponses au sondage à cette réforme en profondeur.